

DGM

N° 111/CA du Répertoire

N° 2007-48/CA<sub>1</sub> du Greffe

Arrêt du 12 septembre 2013

AFFAIRE : Société ORYX BENIN SA

C/

Etat béninois représenté par l'AJT

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 30 mars 2007, enregistrée au greffe de la Cour le 06 avril 2007 sous le n°251/CS/CA, par laquelle, maître Alfred POGNON, conseil de la société ORYX BENIN SA, a saisi la Cour d'un recours de plein contentieux fiscal ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour Suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller Victor D. ADOSSOU en son rapport ;

Où l'Avocat Général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi

EN LA FORME

Sur la recevabilité

Considérant que le recours de plein contentieux de maître Alfred POGNON, conseil de la société ORYX BENIN SA est introduit dans les forme et délai ;

Qu'il y a lieu de l'accueillir et de le déclarer par conséquent recevable ;

### **AU FOND**

Considérant que par lettre n°1235/GCS du 25 avril 2007, la requérante a été invitée à payer la consignation au greffe de la Cour conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Que par lettre n°2114/GCS du 11 juillet 2007, la requérante a été mise en demeure de produire son mémoire ampliatif ;

Mais considérant que par lettre n°179/JB /DG/10 du 22 avril 2010, reçue à la Cour le 26 avril 2010, la requérante a notifié à la haute juridiction qu'elle se désiste de son action ;

Considérant qu'il y a lieu de clore la procédure en donnant acte de ce désistement à la requérante ;

### **PAR CES MOTIFS,**

### **DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours de plein contentieux en date à Cotonou du 30 mars 2007 de maître Alfred POGNON, conseil de la société ORYX BENIN SA, est recevable.

**Article 2** : Il est donné acte à la requérante de son désistement d'instance.

**Article 3** : Les dépens sont mis à la charge sont mis à la charge de la requérante.



**Article 4 :** Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI  
ET

CONSEILLERS ;

Victor D. ADOSSOU

Et prononcé à l'audience publique du jeudi douze septembre deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

  
Grégoire ALAYE

  
Victor D. ADOSSOU

Le Greffier,

  
Hortense LOGOSSOU-MAHMA

